



SEMINAIRE D'ETE 2015 DU CAC : POURQUOI AGISSONS-NOUS ? COMMENT AGIR ENSEMBLE DANS LA DUREE ?

8 juillet matin

Restitution des groupes du world café

4 tables avec 4 thèmes et chacune un animateur où vont chacun des 4 groupes durant 20min

Table N°1. Formation/ structuration du CAC (Jean-Marc Deschamps)

Le groupe devait parler de formation mais a surtout parlé du Collectif lui-même.

Le CAC est un réseau sans tête. Le CAC national impulse et propose.

Information

Il existe un dysfonctionnement dans la transmission de l'information, avec un décalage sur ce qui se passe [dans la connaissance de ce qui se passe au niveau politique au plan national ?].

Il faut faire savoir que le CAC a des analyses et des documents.

Participation et valorisation des capacités des membres du CAC

Le CAC doit favoriser l'éveil. Chaque membre du CAC peut [devenir moteur]. Il faut valoriser les compétences des membres du CAC et les faire circuler. Proposition : former des référents, des porteurs de parole, repérer les intervenants.

La participation des membres du collectif qui sont dans les régions est faible.

Il faudrait disposer de moyens pour se déplacer.

Le GENEPI favorise le Wasami (approfondissement du sens de nos méthodes de formation) (?)

Territorialisation des actions du CAC

Il faudrait territorialiser les actions du CAC, chaque pôle devenant un relais. Cela suppose un état des lieux.

Il faudrait identifier les associations dans le besoin, repérer les demandes de formation effectives [et y répondre de façon territorialisée ?].

Interconnexion avec les réseaux

Il faut s'appuyer sur l'interconnexion des réseaux. On a parlé de créer des lieux d'échanges et de rencontres

Relations entre le CAC et les Maisons des associations.

Table N°2 : comment structurer les collectifs locaux pour résister ? (Jean Baptiste Jobard)

Les échanges ont porté sur la nature des collectifs locaux, et leurs relations avec le CAC national, avec 2 mots clés : souplesse et charpente.

Nous avons souligné la différence entre le collectif et une fédération. Beaucoup ont dit que l'intérêt n'est pas de créer une superstructure pyramidale, mais de **se mettre en lien**.

Il faut imaginer le lien entre les collectifs locaux et le national, mais aussi les **liens des collectifs locaux entre eux**, afin de favoriser les échanges de pratiques entre collectifs. On peut s'inspirer de la façon de faire d'autres collectifs, comme les Colibris.

Beaucoup d'actions sont menées avec souvent les mêmes personnes. Pour élargir le cercle, les collectifs locaux se sont auto créés.

Le rôle du CAC (national) est de légitimer et de soutenir les initiatives locales, sans imposer un cadre prédéfini (souplesse). Des espaces d'échanges où on se concerta constitue un moteur pour se redonner du souffle, savoir qu'on peut agir autrement et se donner le sentiment d'une légitimité pour pouvoir agir.

Mais aussi charpente : le CAC a un **rôle d'impulsion**, avec une **double expertise** sur des domaines précis et une expertise du terrain lui-même (comment font les autres).

La fonction des CAC locaux est de **faciliter les relations avec les élus**, comme par exemple à la Réunion, de favoriser des temps de travail en commun.

La Cartocrise joue un rôle clé, pas seulement pour alerter mais pour se donner mutuellement confiance. Il faut **mettre en avant les initiatives porteuses d'espoir** [faire l'équivalent de la Cartocrise pour les actions porteuses d'espoir].

La **transmission entre générations** est très importante. Elle se fait relativement bien au sein du Collectif.

Il est pertinent d'**axer le travail sur la formation**, de faire de la formation un des axes de travail du Collectif. Celui-ci doit également jouer un rôle de lieu de ressources. Le choix des thématiques doit se nourrir des situations locales.

Il est essentiel de **multiplier les relais**, même si ce ne sont pas des collectifs constitués. Une **personne-relais** peut suffire pour assurer un rôle de relais.

Table N° 3 : comment amplifier le travail politique, du local au mondial ? (Jean-Claude Boual)

Le débat a dégagé plusieurs questions.

Il faudrait trouver un éditeur pour des publications régulières, en y associant des centres de ressources, afin de développer une argumentation.

Cinq idées-forces

Mais l'essentiel de la discussion a porté sur les questions : qu'est-ce que l'action politique pour des associations ? Quelles relations aux élus ? avec 5 idées-forces :

- **Les associations font de la politique dans la cité** car elles participent à la vie de la cité. Mais elles n'adhèrent pas à des partis politiques. Elles doivent assumer ce rôle politique et en être fières. Il est important qu'elles communiquent sur le sens de leur action, sur le pourquoi et pas seulement sur le comment. Les élus veulent souvent contenir cette action et la limiter.

- Il faut prolonger dans le débat la question : **pourquoi on se bat ?**

- Il faut **se réapproprier l'espace public**, parfois physiquement, allez là où sont les gens, trouver de nouvelles méthodes, joyeuses, attractives, en allant dans la rue. La question posée : jusqu'où l'action associative est-elle légitime ?

- Il faut développer la relation aux élus des différents niveaux et aux administrations. Il y a nécessité de **maîtriser les différents niveaux de langage, administratif, politique, compris la langue de bois**, sans perdre notre expression propre. On peut poser politiquement les questions sous différentes formes. Les élus ne sont pas sur le même registre [que les associations citoyennes]. Ils ont tendance à asséner leur vérité. Ceci est en lien avec le système électoral. La décrédibilisation du monde politique est liée au fait que la parole donnée n'est jamais respectée. Il y a cependant nécessité de continuer à travailler avec les institutions, afin de ne pas se couper d'elles.

- Il est nécessaire d'articuler les différents niveaux. **Il est plus facile de faire alliance au niveau local** qu'au niveau national ou contre l'Union européenne. La non action est difficile à [...].

Quand on formule des positions claires, il y a parfois des retours de flammes, avec des sanctions comme à Saumur.

Table N° 4 : mutualiser les pratiques et les faire connaître ? (Didier Minot)

Introduction

Le Collectif a entrepris depuis octobre dernier un travail de collecte des expériences qui a permis de décrire une centaine d'expériences sous forme de fiches afin de faire connaître à la fois aux associations elles-mêmes et aux médias, d'en faire une lecture transversale, de faire le lien entre les pratiques et les réflexions. Comment poursuivre ce travail de mutualisation et le développer ? Depuis janvier 2015, le groupe « écologie au quotidien » a recensé les actions que les citoyens peuvent réaliser par eux-mêmes pour contribuer à la transition écologique et lutter contre le dérèglement climatique. Peut-on étendre ce travail à d'autres domaines en recensant les pratiques réalisées par les citoyens ?

Synthèse des débats

De l'avis général, la mutualisation des expériences est **un des axes essentiels du travail du collectif**. Nous avons besoin d'une information plus large sur ce qui se passe sur le terrain, avec plusieurs objectifs :

- **comment les associations peuvent agir sans moyens, ou de façon plus frugale**, dès lors que l'on dispose de beaucoup moins de subventions ?
- Comment **développer une lecture transversale** des constantes aux différentes expériences mutualisées et de leur sens, pour discerner en quoi ces actions sont citoyennes ?
- Comment **utiliser les informations collectées, notamment au niveau local**, en fournissant aux associations sur le terrain une méthode pour savoir comment faire **afin que les citoyens deviennent actifs** et s'impliquent ?

Pour cela, il est possible **d'aller voir ce qui se passe dans d'autres pays**, notamment en Grèce (expérience de coopérative sociale autogérée), en Suisse, en Allemagne il existe beaucoup de petites associations qui ont un très fort impact, en Amérique latine, etc.

En termes de méthodes, il est essentiel de développer une réflexion commune sur la **signification des expériences et leur transférabilité**, y compris avec des chercheurs, des élus et des techniciens des territoires, avec **des temps forts de rassemblement**.

L'utilisation de l'image et de la vidéo est un outil central, à la fois sous forme de clips ou de témoignages et sous forme de petites vidéos didactiques sur les principaux dossiers du collectif. De même, il est essentiel de développer le site comme un **outil Internet interactif**, avec différentes clés d'entrée est une plate-forme participative ou chacun peut apporter son expérience¹.

Il paraît indispensable de **mutualiser les informations et les méthodes des différents réseaux**, plutôt que de s'épuiser à organiser chacun des actions parallèles. Plusieurs réseaux ont entrepris des démarches similaires qu'il est possible de mutualiser (FFMJC, ANPAEJ, ACEPP, CMR), ou peuvent se mobiliser (des comités locaux d'ATTAC). **Plusieurs méthodes** ont été proposées pour organiser la réflexion et l'utilisation des expériences (SOLIMA de la FEDELIMA, Spiral du SEP, etc.). De même, des démarches territoriales peuvent être entreprises si les associations sont structurées localement (CLAC Seine-et-Marne, La Réunion)

Il paraît souhaitable de **faire pour d'autres domaines (champ social, sport, démocratie,...) un travail de même nature** que celui qui a été entrepris pour les actions porteuses de transition écologique. Plusieurs personnes sont volontaires pour entreprendre ce travail.

Les échanges ont fait ressortir également d'autres besoins de mutualisation :

- **recensement des compétences** au sein du réseau « dans quelques domaines avez-vous un savoir-faire, une expertise que vous seriez prêt à mettre au service du réseau ? » (une enquête est prévue en septembre),
- **recensement des termes principaux** faisant débat afin de leur donner leur réelle signification, en établissant un glossaire.

Détail des interventions

(Par Didier Minot. Il peut manquer des interventions quand je n'ai pas réussi à tout prendre en note. Vous pouvez compléter car nous allons nous servir de ce travail collectif pour relancer le travail sur les mutualisations d'expériences).

¹ la mise en place de cet outil a d'ores et déjà été entreprise juste après le séminaire

Groupe 1

- ✓ Marie-Claude Barroche. Je serais intéressée pour participer au même travail pour toutes les expériences de santé publique qui vont vers les gens, et cultivent cette proximité. Nous avons sollicité 3 personnes en service civique qui se sont investis et ont recensé 60 associations ayant constitué de tels dispositifs de participation. Ils sont le plus possible et voir les gens. Cette démarche intéresse beaucoup les décideurs, par exemple l'agence nationale [...] organise des retours d'expérience. Nous faisons partie du comité de pilotage.
- ✓ Mathilde Robert. J'ai essayé de travailler sur la loi Macron. Il est impossible de tout savoir, mais en mutualisant on peut aller beaucoup plus loin. Je propose d'étendre ce recensement au recensement des compétences et des expertises existant au sein du réseau « dans quelques domaines avez-vous une expertise que vous seriez prêts à mettre au service du réseau ? ».
- ✓ Julie Babaammi. Il serait souhaitable d'aller voir ce qui se passe dans d'autres pays. Il existe des coopératives sociales autogérées en Grèce qui sont des expériences géniales. On peut discuter de ce qui se fait.

Mais la question est aussi de savoir comment réemployer les informations. Avec le SEP, nous utilisons l'outil Spiral. Nous définissons des indicateurs de bien-être et nous préparons des actions qui répondent à nos préoccupations sans attendre que les pouvoirs publics les aient mises en place. Si cette méthode intéresse le CAC on peut l'expérimenter et la réinjecter dans la mutualisation des expériences.

- ✓ Laurent Mabilie. La mutualisation, je m'y suis cassé les dents avec GENEPI. Je fais des petits projets locaux.
- ✓ Stéphanie Gembraski. Il faudrait également recenser les termes principaux avec la réelle signification. Le CAC devrait créer un glossaire car on a un vrai problème de vocabulaire. Il est possible de réutiliser leurs mots en leur redonnant leur véritable sens.

On devrait également recenser les expériences de démocratie locale (ou nationale). Quels sont les espaces qui restent citoyens, comment sont-ils utilisés ? En termes de méthodes, nous avons aussi le SOLIMA (schéma d'orientation des musiques actuelles) qui rassemble des gens, des élus, des associations. Au niveau européen, il existe aussi des expériences de démocratie locale. Aux Pays-Bas, il existe « un maire de la nuit » qui fait la jonction avec les politiques. Cela existait aussi à Toulouse. Il faut recenser des expériences citoyennes auxquels on n'a pas accès, comme par exemple des conférences territoriales de l'action publique. Il faut également interroger les membres du collectif. Certains ont 60 expériences dans la tête.

- ✓ Colin Jargot. On va rassembler les expériences au niveau national puis faire redescendre. Il faut que sur le terrain les gens disposent d'une méthode pour savoir comment faire et puissent à partir de là s'impliquer. Il faut nourrir les démarches locales. Il faut aller voir en Grèce ou ailleurs (cf. un petit pays comme la Suisse), y compris en termes de méthodes d'animation et de démarches, comme le propose Julie.

Il faut [former] des personnes qui auront légitimité à parler.

Groupe 2

- ✓ Nicole Picquart. Pour développer cette mutualisation il faut une information plus large sur ce qui se passe sur le terrain. Il faut organiser plus de liens entre le national et les réseaux sur le terrain. C'est intéressant par exemple de voir ce qui se passe au niveau du sport, où il y a beaucoup de bénévolat. Comment les associations peuvent se développer sans moyens, ou de façon frugale, dès lors qu'on a beaucoup moins de subventions ?
- ✓ Gilles Rouby. Il nous faut une méthode commune pour être efficace. Dans le réseau des MJC. Je travaille à la mutualisation. Nous faisons un travail d'analyse des invariants. Le fil directeur : en quoi ce que je fais est une action citoyenne ? La charte olympique (??)
- ✓ Marie Solange Padeloup. Nous sommes nombreux à ATTAC à nous interroger pour savoir qu'est-ce qu'une association citoyenne par rapport à celle qui ne l'est pas ? Pour nous « citoyen » veut dire amener des personnes à se positionner dans la société, à prendre collectivement en charge leur propre vie et à contribuer [à la transformation sociale].

Pour aider à la mutualisation, nous avons la CNCL, qui s'est réuni 4 fois par an pour échanger.

- ✓ Nicole Tété. On cherche des moyens pour mettre en place des choses. Il existe des méthodes. Ateliers de cuisine où on récolte de l'argent pour fonctionner. Dans les campagnes, on peut s'appuyer sur les anciens.
- ✓ Élisabeth Monnerat. Il faut effectivement faire le même travail [que pour l'écologie] dans le champ social. Je n'ai pas le temps de le faire, mais l'ANPAEJ le fait. Mais ce qui fait obstacle, c'est que l'ANPAEJ n'est pas unanime. On peut rechercher une mutualisation destinée aux citoyens ou une mutualisation des pratiques associatives. Il faut mettre en place un outil Internet, avec une possibilité d'entrées par domaine. Par rapport au manque de moyens il faut mutualiser les solutions.

Groupe 3

- ✓ Sylvia Cascio. Mettre en place un outil Internet interactif, avec une plate-forme participative ou chacun peut décrire son expérience.

Il faut savoir ce que font nos voisins européens. En Allemagne, il existe beaucoup de petites associations qui ont un très fort impact. La maison des potes a fait une semaine européenne sur la mutualisation.

- ✓ Flora Bemba. Comment recenser les associations européennes ? Existe-t-il déjà un répertoire ?
- ✓ Sylvia Cascio. Au niveau européen il existe des financements NTIC et des financements sur les échanges d'expériences.
- ✓ Marie-Dominique Calça. Il existe des centaines d'essais de répertoire de mutualisation. On manque de méthodes et de savoir-faire. Certains réseaux français ont développé un recensement des pratiques sur lesquelles on peut s'appuyer. Par exemple l'ACEPP compte 1500 crèches parentales. Il y a de quoi puiser. L'ACEPP fait un travail permanent de réflexion avec des chercheurs et a développé une université populaire de parents. Chrétiens Monde Rural a également fait tout un travail de recensement avec des choses super.
- ✓ Isabelle Leparcq. Le problème de la valorisation est de choisir entre énormément de choses. L'idée pourrait être de valoriser quelques expériences particulières. L'objectif est de discerner une inspiration, et non des recettes de cuisine. La vidéo est un bon outil pour donner envie de bouger à des gens qui ne bougent pas.
- ✓ Isabelle Boyer. Sur le site actuel, on avait essayé de capitaliser avec un code. Nous allons pouvoir tester autre chose. Il faut monter une équipe et se donner des outils avec un temps d'apprentissage et d'adaptation.
- ✓ Marie-Dominique Calça. On peut proposer une fiche vierge avec quelques mots clés pour guider la façon de remplir.
- ✓ Gaëlle Chardon. Le site est ardu quand on veut rentrer dedans. Il y a tellement d'infos qu'on ne sait pas où aller. Il faudrait des petites vidéos pour l'accroche. Les textes constituent l'étape suivante. Il faudrait plus d'animation.
- ✓ Sylvia Cascio. Les logiciels de CRM commerciaux permettent de rentrer les infos et de les recibler.

Groupe 4

- ✓ Michaël Guillouche. Faire des petites vidéos, par exemple sur la circulaire Fillon, élaborer des outils pour une vraie vulgarisation. Ne pas avoir peur d'aller au-delà de l'accroche.
- ✓ Luc de Larminat. On pourrait mutualiser des temps de rencontres et de réflexion transversale à plusieurs réseaux. Par exemple les rencontres de la FEDELIMA s'ouvrant à d'autres, plutôt que s'épuiser à organiser chacun l'ensemble des activités. Pour Opale, la moitié de notre travail est de produire de la ressource financée par les pouvoirs publics. Comment pouvons-nous coordonner nos collectifs ? Le CAC a pour cela une vitalité de plus en plus forte. Comment pouvons-nous intéresser d'autres associations. L'outil du site peut-être pour cela essentiel.
- ✓ Gabrielle Ripplinger. [Parle de la légitimité]. Il n'y a pas celui qui c'est celui qui ne sait pas. Peut-on envisager d'avoir une instance de discussion des pratiques ?
- ✓ Anne-Marie Weil. Signale la méthodologie de Roland Bazin [...]. Avoir un laboratoire auquel contribuent les territoires, avec des moments de rassemblement (?)
- ✓ Véra Bezsonoff. On peut s'inspirer des « pop minds ». Mise en synergie de porteurs d'actions, chercheurs, élus. On s'extrait de nos problèmes pour s'exprimer largement et parler du sens politique. Chacun peut valider. Ce sont des temps complètement ouverts, avec l'interconnexion des un et des autres.
- ✓ Francis Le Hérisé. Question de la structuration du CAC, avec des rencontres délocalisées.
- ✓ Martine Ragot. On parle de faire les prochaines rencontres dans une région pour que les gens sur place y viennent. Mais j'ai appartenu à une organisation dont l'auditoire s'est effrité au fil du temps. On n'en est revenu un lieu unique.
- ✓ Michaël Guillouche. Il faut également répertorier les difficultés et travailler de manière transversale.